

Vers un Capitalisme Vertueux

piloté par le peuple,
et non plus par les rentiers

Par Dominique Gagnot

Novembre 2014

Vers un Capitalisme Vertueux

piloté par le peuple,
et non plus par les rentiers

Voici un système économique ou il n'y a ni taxes ni impôts! Et pourtant on peut financer tout le nécessaire! De plus, sans l'y contraindre, chacun a intérêt à entreprendre, à travailler ... ou pas si le nécessaire, apporté par un Revenu de base, lui suffit. De plus, les « riches » ne sont pas spoliés. Par contre ils ne peuvent plus tirer de rente de leur capital. C'est tout. Car ce serait la société toute entière qui profiterait de la rente, rente qui fait tourner le système! Vous ne le croyez pas ? Lisez ce qui suit...

Tout d'abord il est important de bien comprendre un point capital, à savoir pourquoi le chômage augmente t'il sans cesse :

Le travail disparaît car partout on remplace l'homme par la machine, dès que cela devient possible. (ce qui en soit serait une bonne chose, si on envoyait pas l'homme au chômage)

Et c'est le système capitaliste des rentiers qui veut ça, car ça permet d'augmenter la rentabilité... pour les rentiers qui se moquent bien du reste.

Examinons le problème :

Au fur et à mesure que le Capital remplace le Travail (du fait des progrès), la rente du Capital augmente, alors que les revenus du Travail diminuent.

Or, le pouvoir d'achat de tout ce qui est produit est constitué de revenus du Capital, et de revenus du Travail.

– Si les revenus du Travail diminuent, la consommation de la population qui vit uniquement de son travail diminue.

– Si les revenus du Capital augmentent, la consommation de la minorité qui vit du Capital augmente.

Mais il arrive un moment où la consommation de cette minorité sature!

Ses besoins, même très élevés, n'entraîne pas de consommation suffisante pour compenser la baisse de consommation du Travail, d'autant que les travailleurs/chômeurs sont beaucoup plus nombreux.

Et donc faute de débouchés, on réduit la production, et donc le travail, ce qui réduit encore le pouvoir d'achat des travailleurs/chômeurs. Un cercle vicieux s'enclenche.

Dans le même temps:

– les propriétaires du Capital accumulent un surplus de liquidités qu'ils doivent placer, à défaut de les consommer. Ils achètent donc du Capital physique: des entreprises encore profitables, de l'immobilier, des mines, des matières premières, des œuvres d'art, des bijoux, de l'or, de la dette(!)... bref, tout ce qui a une valeur durable.

– les travailleurs/chômeurs au contraire vendent, ou n'achètent pas.

A la longue, les propriétaires accumulent le Capital physique, tandis que les travailleurs/chômeurs s'appauvrissent.

Conclusion: le Progrès permet de remplacer le Travail par le Capital, mais comme la consommation des propriétaires du Capital ne compense pas celle du Travail toujours en diminution, la machine économique se bloque.

Et le seul moyen de résoudre ce problème est de faire que la rente du Capital revienne à l'ensemble de la société.

Mais comme il est impossible de taxer les propriétaires du Capital sans qu'ils ne retirent leur capital du système (pour cause de rentabilité devenue insuffisante), **la seule manière de faire est de transférer le Capital à la collectivité!**

Quand je dis transférer le Capital à la collectivité, je ne dis pas spolier les propriétaires! Il y a beaucoup mieux à faire.

C'est de créer une masse monétaire, de montant identique à la valeur du Capital, permettant à la collectivité de le racheter.

L'argent ainsi injecté sera du pouvoir d'achat que les ex propriétaires ne pourront que consommer, ou investir dans de nouvelles entreprises, puisque ils ne pourront le replacer dans du capital physique.

Par ailleurs, la collectivité détenant quasiment l'ensemble du Capital pourra en tirer une **rente gigantesque, qui permettra de financer un Revenu de base** (remplaçant les revenus du travail disparu), sortir les pauvres de la misère, financer des services publics, etc, etc.

Enfin, pour éviter que les ex-propriétaires ne polluent/gaspillent des ressources limitées en dépensant leur fortune, ces ressources (pétrole...), devront être gérées par la collectivité...

Ensuite se pose le problème de la représentation de la collectivité, dans son gouvernement. Il est évident que la forme actuelle de gouvernement de nos pays dits « évolués » est parfaitement inadéquate. Mais c'est un autre sujet.

Juste pour faire réfléchir: Aurait-on idée de recruter les hauts dirigeants d'entreprises, (même petites) par un système d'élections bonimentées ...?

Voici 2 siècles que l'humanité toute entière pédale dans le capitalisme, guidée par des « experts » enthousiastes. Croissance ! Compétitivité ! clament ils sans cesse, sans jamais se demander **où cela pouvait bien mener**, trop occupés qu'ils sont à pédaler, encouragés par les premiers du peloton qui, eux, en profitent bien.

Cela peut paraître incroyable, mais on n'y a encore jamais réfléchi ! Du moins on refuse de prendre en compte de telles réflexions, en particulier celles dont les résultats furent publiés par le club de Rome, en 1972.

Donc, ça y'est, nous y sommes, nous avons atteint le bout du chemin! Mais les « experts » pédalent toujours. Ils n'ont pas encore admis que nous pédalions dans un triple bourbier: financier, social et écologique, dont il faudra bien sortir.

Certains commencent à se gratter la tête. Tout le monde cherche. Hélas, pas d'issue à l'horizon. Ils ne veulent pas y penser, mais il va bien falloir envisager de couper à travers la montagne pour rejoindre une autre vallée, avec tous les risques que cela comporte.

De plus on ne sait trop à quoi pourrait ressembler le nouvel itinéraire. Une seule certitude: Il nous faut changer de direction pour ne pas avoir à être confrontés à pire encore. Et surtout ne plus écouter les « experts » des siècles passés, qu'une seule chose préoccupe: Reprendre la course. Peu leur importe la destinée, fut-elle catastrophique.

Rappelons quelques vérités:

Le pouvoir réel est à ceux qui possèdent les Ressources essentielles, irremplaçables, et qui contrôlent aussi la monnaie. Ceux là ne pensent qu'à eux, c'est humain, et à rien d'autre sauf si le pouvoir politique les y contraint, parfois.

Or, depuis quelques décennies, la classe politique a abandonné la défense de l'intérêt général, pour passer du côté de ceux qui ont le magot. Ils ont trahi leur mission.

Faute d'idées, ils se sont mis à la remorque des « experts », qui guident la course, collés aux premiers. C'est plus sur...

Tout ce beau monde se détache du peloton ou les chutes se font toujours plus nombreuses.

Rappelons ce que sont les ressources essentielles, irremplaçables:

Le territoire, l'air, l'eau, les espaces cultivables, l'énergie, les matières premières, les infrastructures, tout ce qu'ont construit nos ancêtres, et aussi les immeubles et les grandes entreprises qu'il est impossible de multiplier. Grandes entreprises qui seules sont capables de réaliser toutes ces choses qui permettraient de nous affranchir des contraintes matérielles, ou presque, pour enfin accéder au temps libéré...

Encore faudrait il que nous le voulions...

Quand on pédale sans autre objectif que de pédaler toujours plus fort, on a toutes les chances de gaspiller les ressources. Ce qui est fâcheux sur une planète limitée.

On voudrait provoquer la fin du monde, que l'on ne s'y prendrait pas autrement.

Le pire est que c'est voulu: C'est en effet le moyen pour ceux qui sont en tête de course de conserver leurs avantages sur le reste du peloton, d'autant plus facilement qu'ils sont... avantagés, puisque détenant l'essentiel des ressources!

Envisager autre chose que de faire pédaler le peloton dans une course stupide leur est donc inacceptable. D'où le refus de toute alternative à cette folie.

La compétition est encouragée dès le plus jeune âge, au prétexte qu'il s'agirait d'une valeur fondamentale. Et entretenue, glorifiée, tout au long de l'existence, partout. C'est d'autant plus facile que l'homme est prédisposé au combat. Nos ancêtres ont du se battre durant des millénaires, pour défendre leur territoire...

De plus, pendant qu'il pédale, le peuple ne pense pas. Il cherche à ne pas tomber, ou à doubler son concurrent. S'arrêter pour réfléchir est un luxe inaccessible pour la plupart. Luxe que l'on cherche à mettre définitivement hors de sa portée à travers la précarisation de l'emploi, ou le recul de l'âge de la retraite. D'autres pensent à sa place...

Voyons le bilan des 225 années écoulées depuis que le « peuple » a repris le pouvoir aux rois.

Si le « niveau de vie » s'est incontestablement élevé pour une minorité, les autres sont restés dans la misère, ou y retournent.

Les ressources de la planète ont été saccagées.

L'atmosphère et les océans ont été souillés à un point tel que la survie de notre espèce est incertaine.

Le moins que l'on puisse dire est que le peuple a été bien mal conseillé.

Pourquoi donc ?

Disons simplement que **le peuple s'est fait berner par ceux qui, dans la Constitution de 1789, ont sacralisé la propriété privée et la liberté individuelle, sans du tout considérer l'intérêt général.** A leur décharge, la situation politique, économique, écologique et sociale, n'était en rien comparable à celle d'aujourd'hui.

On a raconté que tout le monde pouvait devenir riche, grâce à leur système. Tout le monde pouvait être premier ! Egalité des chances ! Quelque soient les conditions de départ. Comme si les ressources étaient infinies, et les territoires étanches afin d'éviter que ces ressources ne partent toujours aux mêmes endroits.

Et le bon peuple, toujours enclin au rêve, a cru en cette fable racontée par des « experts » dont elle simplifiait bien le travail. Compétitivité ! Croissance ! Entreprise ! Leur vocabulaire se réduit à ces trois mots.

Les médias qui répandent spontanément leur « bonne parole », puisqu'ils en vivent, nous la rentrent dans le crâne, tous les jours, toute l'année.

Donc nous y sommes, dans le borbier. Alors que faire ?

Il y a 2 options principales (si l'on exclue celle de continuer...):

- Soit le peuple reprend le contrôle de la politique abandonnée aux « élites », et laisse encore à d'autres le soin de gérer les ressources, mais en les obligeants à prendre en compte les contraintes naturelles et sociales.
- Soit le peuple prend directement le contrôle des ressources qu'il devra gérer (avec la responsabilité de déléguer les tâches, et non plus de les abandonner...)

Imaginons que le peuple souverain se réapproprie les ressources essentielles et indispensables, actuellement privées, en les achetant avec une monnaie qu'il aurait lui-même créée.

La valeur des choses à racheter, dans le cadre de la réappropriation des ressources essentielles, serait déterminée par la « loi du marché » dans le nouveau système. Appelons cette monnaie le D (comme démos) et, pour faire simple, on dirait 1 D = 1 euro. On créerait une masse monétaire de montant égal à la valeur des biens à racheter. La monnaie serait un bien commun au même titre que les ressources.

Voici quelques illustrations:

Un appartement de valeur 100 000 euros serait acheté 100 000 D à son propriétaire. Si le propriétaire est occupant, il en deviendrait locataire à durée indéterminée, avec les mêmes privilèges que lorsqu'il en était propriétaire. Excepté la possibilité de revente, et aurait à payer un loyer à la collectivité.

La valeur des grandes entreprises serait estimée au cas par cas, relativement au nouveau système.

Une entreprise ne générant que de la pollution (pub, finance,...) aurait la valeur de ses murs. Les banques seraient achetées à la valeur de leur capital réel. La valeur liée à leurs opérations serait nulle, puisque l'argent serait exclu du marché.

Les anciens propriétaires (actionnaires) seraient ainsi dédommagés.

La collectivité devenue propriétaire des ressources, pourrait alors les utiliser dans l'intérêt général, pour répondre à des objectifs sociaux et écologiques, et non plus « pour faire du fric ».

Les revenus très importants tirés des loyers et des bénéfices des entreprises socialisées, pourraient **financer un Revenu de base et toutes sortes d'activités utiles au bien commun...**

Les ex-propriétaires disposeraient d'un stock de liquidités, du fait de la vente de leurs biens, liquidités qu'ils pourraient dépenser pour vivre confortablement, ou investir dans des entreprises compatibles avec les contraintes sociales et écologiques, avec éventuellement le soutien de la collectivité.

Il s'agirait là d'une forme de **capitalisme vertueux** piloté par la collectivité, par le biais des ressources dont elle aurait le contrôle exclusif.

Légaliser un tel système suppose de réunir une Assemblée constituante, pour écrire une Constitution enfin adaptée au contexte de notre époque, qui est sans grand rapport avec celui de 1789, si ce n'est que les rois ont été remplacés par les grands fortunés...

En particulier on y gravera que les ressources essentielles ou polluantes sont des biens communs exclus de la propriété privée. La collectivité en assurera la gestion, dans l'intérêt des générations présentes et futures.

De plus, par cette Assemblée constituante, le peuple reprendra le pouvoir des mains de l'élite autoproclamée, qui le lui a volé à travers des simulacres d'élections dites démocratiques, alors que le système politique, médiatique et financier choisit - de fait - les élites que le peuple devra élire... pour la forme.

Comment faire en pratique ?

Les peuples doivent chacun reprendre leur souveraineté nationale, à travers une **Constitution prévoyant la propriété collective des ressources essentielles**, et en vue de s'unir aux autres nations dans une Constitution mettant en commun l'ensemble de leurs ressources.

En 1789 le peuple a pris le pouvoir politique.

Aujourd'hui il doit prendre le pouvoir économique !